



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 47 du 30 novembre 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1130
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1130</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1130</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	1130
Extrait de l'arrêté modificatif n° 39/2009/SIDPC54/Secourisme du 17 novembre 2009 portant extension d'agrément à assurer les formations aux premiers secours.....	1130
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>1130</b>
Bureau de la citoyenneté .....	1130
Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2009 portant constitution de la commission d'organisation des élections des assesseurs des tribunaux paritaires et des membres de la commission départementale consultative des baux ruraux du 29 janvier 2010.....	1130
Bureau des réglementations .....	1130
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (salle DOJO et salles municipales).....	1130
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (groupe scolaire).....	1131
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (salle des jeunes) .....	1131
Extrait de l'arrêté modificatif du 18 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'hypermarché CORA d'Essey-lès-Nancy.....	1132
Extrait de l'arrêté modificatif du 18 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la confiserie BREBION, 11 rue du Général Patton - 54270 Essey-lès-Nancy.....	1132
Extrait de l'arrêté modificatif du 23 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant le pôle Intermodal, place de la République à Nancy.....	1132
Extrait de l'arrêté modificatif du 16 novembre 2009 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural.....	1133
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1134</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	1134
Extrait de l'arrêté n° 2009-DDAF/3-287 du 10 novembre 2009 portant autorisation au titre du code de l'environnement (livre II, titre 1 <sup>er</sup> ) de construire la liaison routière A30 - BELVAL(RD16) – déviation d'Audun-le-Tiche dans l'unité hydrographique Bassin Ferrifère – Rhin, sur le territoire des communes d'Audun-le-Tiche et Russange, dans le département de la Moselle, et de Villerupt, dans le département de Meurthe-et-Moselle .....	1134
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1141</b>
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	1141
Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Laneuveville-devant-Nancy .....	1141
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1141</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1141</b>
Offre de soins hospitaliers.....	1141
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 186/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1141
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 187/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1142
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 188/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155 .....	1142
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 189/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296 .....	1142
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 190/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395 .....	1142
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 191/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668 .....	1143
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 192/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1143
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 193/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104 .....	1143
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 194/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138 .....	1144
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 195/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286 .....	1144
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 196/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1144
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 197/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163 .....	1144
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 199/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1145
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 200/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1145
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 201/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1145
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 202/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296 .....	1146
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 203/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395 .....	1146
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 204/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668 .....	1146
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 205/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1146
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 206/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104 .....	1147

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 207/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138 .....	1147
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 208/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286 .....	1147
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 209/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072 .....	1148
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 210/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	1148
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>1148</b>
Service solidarité - autonomie .....	1148
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1274 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Charles" de Bayon .....	1148
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1275 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames .....	1149
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1276 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles.....	1149
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1277 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Charles" de Dombasle-sur-Meurthe .....	1150
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1278 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard .....	1150
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1279 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'Essey-lès-Nancy .....	1151
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1280 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller .....	1152
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1281 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" d'Haroué.....	1152
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1282 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarry .....	1153
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1283 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville-la-Malgrange .....	1153
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1284 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville .....	1154
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1285 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry .....	1154
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1286 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou .....	1155
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1287 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon .....	1155
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1288 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Louis" de Longwy .....	1156
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1289 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte-Thérèse" de Ludres.....	1157
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1290 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes" de Malzéville .....	1157
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1291 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Dominique" de Mars-la-Tour.....	1158
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1292 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre-Dame du Bon Repos" de Maxéville .....	1158
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1293 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy .....	1159
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1294 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy.....	1159
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1295 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" de Nancy .....	1160
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1296 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Rémy" de Nancy .....	1160
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1297 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Sauveur" de Nancy .....	1161
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1298 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy.....	1162
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1299 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" d'Onville.....	1162
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1300 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-François d'Assise" de Pont-à-Mousson .....	1163
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1301 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy .....	1163
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1302 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines.....	1164
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1303 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royameix .....	1164
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1304 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin .....	1165
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1305 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max .....	1165
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1306 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte-Sophie" de Thiaucourt.....	1166
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1307 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy .....	1167
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1309 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy.....	1167
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1310 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Pierre Fourier" de Villers-lès-Nancy .....	1168
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1311 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat.....	1168
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1313 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" d'Einville-au-Jard.....	1169

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1314 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Jarny.....	1169
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1315 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson .....	1170
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1358 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat.....	1171
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1359 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle .....	1171
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1360 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal » à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle .....	1171
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1361 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey .....	1172
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1372 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze .....	1172
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1373 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson .....	1172
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1374 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville.....	1173
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1375 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe .....	1173
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1376 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe .....	1173
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1377 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association hospitalière de Jœuf .....	1174
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1378 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint Charles à Nancy .....	1174
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1379 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons .....	1174
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1380 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons .....	1175
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1381 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	1175
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1382 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	1175
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1401 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles .....	1176
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1402 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué .....	1176
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1403 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix .....	1177
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1405 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont.....	1177
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1406 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou.....	1178
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1407 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy.....	1178
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1408 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy .....	1179
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1409 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max .....	1179
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1410 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy .....	1180
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1422 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul .....	1181
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1423 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou .....	1181
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1424 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy.....	1181
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1453 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'Essey-lès-Nancy .....	1182
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1183</b>
Service santé protection animales et environnement .....	1183
Convention du 13 novembre 2009 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle .....	1183
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1184</b>
Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Sébastien MASSON, Inspecteur.....	1184
Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Laurent COLSON, Inspecteur.....	1184
Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Monique PETRIQUE, Contrôleur Divisionnaire.....	1185
Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1 <sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal .....	1185

Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1 <sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine CAVALLASCA, Inspecteur .....	1186
Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1 <sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal.....	1186
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>1186</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>1186</b>
Décision de délégation de signature du 20 novembre 2009 .....	1186
Décision de délégation de signature du 20 novembre 2009 .....	1187
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>1187</b>
Décision n° DIR/29/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Dominique ANSOULD, directrice des soins .....	1187
Décision n° DIR/30/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint.....	1188
Décision n° DIR/31/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière ...	1188
Décision n° DIR/32/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers.....	1189
Décision n° DIR/33/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière .....	1189
Décision n° DIR/34/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Antoinette KOCHER, attachée d'administration hospitalière...	1190
Décision n° DIR/35/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers.....	1190
Décision n° DIR/36/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé .....	1191
Décision n° DIR/37/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier .....	1191
Décision n° DIR/38/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas XEUXET, ingénieur hospitalier .....	1192
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>1192</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1192</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>1192</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	1192
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25158 du 19 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bouxières-aux-Dames.....	1192

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Service interministériel de défense et de protection civile*

**Extrait de l'arrêté modificatif n° 39/2009/SIDPC54/Secourisme du 17 novembre 2009 portant extension d'agrément à assurer les formations aux premiers secours**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association Française des Premiers Secours, est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les formations préparatoires, initiales et continues, aux premiers secours citées ci-dessous, en application du titre 2, chapitre 1er, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé :

- prévention et secours civique de niveau 1 (PSC 1) ;
- pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3 (PAE 3) ;
- moniteur des premiers secours (BNMPS) ;
- prévention secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- prévention secours en équipe de niveau 2 (PSE 2) ;
- pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1 (PAE 1).

pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 : M. le Directeur de Cabinet, et M. le Président de l'Association Française des Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,  
Frédéric BERNARDO

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté*

**Extrait de l'arrêté du 26 novembre 2009 portant constitution de la commission d'organisation des élections des assesseurs des tribunaux paritaires et des membres de la commission départementale consultative des baux ruraux du 29 janvier 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : En vue de l'élection des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres de la commission consultative départementale des baux ruraux du 29 janvier 2010, il est institué une commission d'organisation des élections.

Article 2 : La commission, présidée par Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est composée de :

- M. Olivier HUSSON, adjoint, représentant M. le maire de Nancy,
- M. Thomas HUBER, représentant M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- M. Michel MERLIN (titulaire) et M. Eric GILLARDIN (suppléant), représentants des preneurs,
- M. Denis JENNESON représentant des bailleurs.

Mme Odile SBUTTONI assurera le secrétariat de la commission.

Article 3 : Les deux membres preneur et bailleur ont voix consultative.

Article 4 : Cette commission est chargée, conformément aux dispositions de l'article R 492-19 du code rural :

- de vérifier la conformité des bulletins de vote et des circulaires aux dispositions des articles R 492-20 et R492-21 du code rural déposés par les candidats au plus tard le 5 janvier 2010,
- d'expédier au plus tard le 14 janvier 2010, les circulaires et bulletins de vote des candidats de chaque catégorie, ainsi qu'une enveloppe de scrutin et une enveloppe d'envoi pour chaque élection (tribunal paritaire et commission consultative),
- d'organiser la réception des votes,
- d'organiser le dépouillement et le recensement des votes,
- de proclamer les résultats.

Article 5 : Les opérations de dépouillement se dérouleront le 4 février 2010 à 9 h, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, salle Louis Marin, 4, rue Lyautey à Nancy.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission d'organisation des élections ainsi qu'aux mandataires des listes de candidats.

Nancy, le 26 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (salle DOJO et salles municipales)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La commune de BATILLY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à le Couarail – BATILLY (54980) – salle DOJO et salles municipales, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0076

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Robert DEFER, maire, Mme Marie-Christine RIGGI, secrétaire de mairie et Mme Livia ZANETTE, adjointe.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert DEFER, maire de la commune de Batilly ;

- au Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (groupe scolaire)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La commune de BATILLY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, au N° 12 Ter avenue des Tilleuls – BATILLY (54980) – groupe scolaire - en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0077

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Robert DEFER, maire, Mme Marie-Christine RIGGI, secrétaire de mairie et Mme Livia ZANETTE, adjointe.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert DEFER, maire de la commune de Batilly ;

- au Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Batilly (salle des jeunes)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La commune de BATILLY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, au N° 12 Ter avenue des Tilleuls – BATILLY (54980) – salle des jeunes - en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0078

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Robert DEFER, maire, Mme Marie-Christine RIGGI, secrétaire de mairie et Mme Livia ZANETTE, adjointe.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert DEFER, maire de la commune de Batilly ;

- au Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté modificatif du 18 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'hypermarché CORA d'Essey-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'arrêté susvisé du 9 avril 1997 modifié, N°54.09.0099 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend 33 caméras "dômes" ; 12 caméras "fixes" et 8 caméras "tubes" pour les 4 rails, soit un total de 53 caméras."

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Denis APPOINTAIRE, directeur du magasin
- M. François SOLGADY, manager surveillance
- M. Christian BLAISE, chef d'équipe de sécurité
- M. Khim VONG, chef d'équipe de sécurité
- M. Stéphane BARBESANT, chef d'équipe de sécurité
- M. Régis JASINSKI, agent de sécurité
- M. Jérôme TALLOIS, agent de sécurité
- M. Régis BEROT, agent de sécurité
- M. Antoine AUGUSTE, agent de sécurité
- M. Jonathan LONGE, agent de sécurité
- M. Michel JACQUOT, gardien de cour

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur de l'hypermarché CORA ;
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- au maire d'Essey-lès Nancy.

Nancy, le 18 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté modificatif du 18 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la confiserie BREBION, 11 rue du Général Patton - 54270 Essey-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'arrêté susvisé du 19 septembre 2008 N°54.08.0105 est modifié comme suit : "La confiserie BREBION, représentée par Mme Carole PILLER gérante, est autorisée à installer les caméras intérieures fixes N° 3 et 4 ".

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Carole PILLER, gérante et M. Pascal PERRIN, associé.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Carole PILLER, gérante,
- M. le maire d'Essey-lès-Nancy,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 18 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté modificatif du 23 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant le pôle Intermodal, place de la République à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - L'arrêté susvisé du 26 mars 2009 N°54.09.0001 est modifié comme suit : " la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisée à installer les caméras N° 3 et 4 ".



Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 semaine.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

*Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leurs publications.*

**Extrait de l'arrêté modificatif du 16 novembre 2009 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé est complété comme suit :

Identité du formateur	Adresse du lieu de déroulement de la formation et de délivrance des attestations d'aptitude	Coordonnées téléphoniques et adresse mail	Diplôme, titre ou qualification
André ARNOULD	Club canin de Sommerviller Chemin de Saulcy 54110 SOMMERVILLER	03.83.45.34.34	MONITEUR
Noël DERET	Club canin du plateau de Ludres 331 rue de la Planchelle 54710 LUDRES	06.20.99.15.45 adresse mail : thomas.dell-olio@orange.fr	MONITEUR
Pascal HOLLNER	Club canin du plateau de Ludres 331 rue de la Planchelle 54710 LUDRES	06.79.90.30.38 adresse mail : thomas.dell-olio@orange.fr	MONITEUR
Stéphanie DELL'OLIO	Club canin du plateau de Ludres 331 rue de la Planchelle 54710 LUDRES	06.33.86.16.64 adresse mail : thomas.dell-olio@orange.fr	MONITEUR
Mireille DELL'OLIO	Club canin du plateau de Ludres 331 rue de la Planchelle 54710 LUDRES	06.87.82.52.43 adresse mail : thomas.dell-olio@orange.fr	MONITEUR
Sylvie DUCRET	Club canin le chien et vous 22 A rue d'Adelshoffen 67300 SCHILTIGHEIM	06.62.76.94.91 adresse mail : contact@lechienetvous.net Formation exclusivement au domicile des particuliers	MONITEUR
François GORIUS	Club canin de Pont-à-Mousson Chemin des foins 54700 PONT-à-MOUSSON	06.89.89.41.94 adresse mail : francois.g54@free.fr	MONITEUR
Dominique MARCINIACK	L'Etang Bas – 54610 RAUCOURT	03.83.31.37.34 adresse mail : laplainedesgeais.54@orange.fr	MONITEUR
Claude AUBERTIN	Plateau de Chavigny 54230 CHAVIGNY	06.81.44.22.70 adresse mail : claudio.aubertin@wanadoo.fr	MONITEUR
Rachid LOUNICI	Zi DES 4 chemins Rue du Béarn 54400 COSNES-et-ROMAIN	06.62.92.34.61 adresse mail : rachidouna@yahoo.fr	EDUCATEUR
Gérald PEUILLOT	Club canin lunévillois – aérodrome de Lunéville – RN 4 - CROISMARE	06.03.76.29.65	MONITEUR
Flavien MARPAUX	Club canin des Compagnons du Chien 3185 chemin de Rouves 54610 RAUCOURT	06.68.32.36.72 adresse mail : f.marpaux@laposte.net	MONITEUR

Article 3 : M. le Secrétaire Général, MM. les Sous-Préfets, M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur des Services Vétérinaires, Mmes et MM. les maires du département de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM. les vétérinaires du département de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Copie du présent arrêté sera transmise à la direction générale de l'enseignement et de la recherche, au bureau des partenariats professionnels.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**  
*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Extrait de l'arrêté n° 2009-DDAF/3-287 du 10 novembre 2009 portant autorisation au titre du code de l'environnement (livre II, titre 1<sup>er</sup>) de construire la liaison routière A30 - BELVAL(RD16) – déviation d'Audun-le-Tiche dans l'unité hydrographique Bassin Ferrifère – Rhin, sur le territoire des communes d'Audun-le-Tiche et Russange, dans le département de la Moselle, et de Villerupt, dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la zone de défense Est,

Préfet de la Moselle,

Considérant les mesures prises pour préserver le libre écoulement, le régime et la qualité des eaux tant souterraines que superficielles, ainsi que pour la prévention des inondations et la protection des milieux aquatiques et des espèces inféodées à ceux-ci,

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour préserver la Beler, peu anthropisée,

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour ne pas compromettre la renaturation de l'Alzette,

**ARRETEMENT**

**Article 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1 Objet de l'autorisation**

Les installations, ouvrages, travaux et aménagements nécessaires à la construction, par le pétitionnaire de la liaison routière A30-BELVAL (RD16 déviation d'AUDUN-LE-TICHE) sur l'unité hydrographique « Bassin Ferrifère Rhin », sur le territoire des communes de : AUDUN LE TICHE (57), RUSSANGE (57) et VILLERUPT (54) sont autorisés au titre des articles L.214-1 à 214-6, R.214-1 et R.214-6 et suivants du code de l'environnement.

Ils devront être réalisés conformément aux dispositions du dossier déposé par le pétitionnaire et soumis à l'enquête publique, ainsi qu'aux prescriptions du présent arrêté.

**1.2 Consistance des installations, travaux et ouvrages autorisés**

L'opération consiste en la réalisation d'environ 4,5 km d'infrastructure routière à 2 x 2 voies, entraînant les incidences suivantes sur l'eau et les milieux aquatiques :

- 6 franchissements de cours d'eau,
- 5 bassins versants interceptés,
- 2 cours d'eau définitivement déviés,
- 2 200 m<sup>2</sup> de remblais en zone humide,
- 300 m linéaire de ripisylve détruite,
- 2 200 m<sup>2</sup> de remblais en lit majeur.

Les ouvrages hydrauliques et les travaux à réaliser comprennent :

- 6 ponts-cadres de franchissement de l'Alzette (4), de la Beler (1), et de la Briquette (1), d'une longueur de 6 à 65 mètres,
- 5 dispositifs de traitement/rétention des eaux de voirie (14 ha) et du bassin versant urbain (4 ha) intercepté, d'un volume unitaire de 370 à 2 000 m<sup>3</sup>,
- 2 nouveaux tracés pour l'Alzette (280 mètres) et la Beler (165 mètres)

**1.3 Nomenclature appliquée aux installations, travaux et ouvrages autorisés**

Ces installations, travaux et ouvrages, correspondent aux rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubriques	Libellé de la rubrique (article R.214-1 du code de l'environnement)	Procédure D = Déclaration A = Autorisation
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) ; ⇒ DECLARATION	Rejet des eaux pluviales de ruissellement de la plate-forme (travaux et exploitation)  D
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t/jour de sels dissous (D). ⇒ DECLARATION	Rejet de 1 à 1,5 t/j de sel en viabilisation hivernale (exploitation) D
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2. Un obstacle à la continuité écologique : b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D). ⇒ DECLARATION Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Remplacement d'une série de chutes par des rampes à enrochements (travaux et exploitation)  D
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0. ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; ⇒ AUTORISATION Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Dérivation de l'Alzette (280 m) et de la Beler (165 m) (travaux et exploitation)  A
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D). ⇒ DECLARATION	Rétablissement des cours d'eau par des ouvrages hydrauliques sous la plateforme d'une longueur inférieure à 100 m. (exploitation). D

3.1.4.0.	Consolidation ou protection de berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :  2. Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D). ⇒ DECLARATION	Protection de berges par enrochement en phase d'exploitation sur 2 à 3 m de cours d'eau aux abords des ouvrages de franchissement. Longueur cumulée sur l'unité inférieure à 200 m linéaires. (exploitation) D
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :  destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ; ⇒ AUTORISATION	Travaux dans le lit mineur de cours d'eau lors de la mise en place des ouvrages ou des dérivations, sur une superficie cumulée de 1 500 m². (travaux et exploitation) A
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D) : ⇒ DECLARATION Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.	Remblai de la plate-forme dans le lit majeur de la Beler sur une superficie totale de 2 200 m². (exploitation). D
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). ⇒ DECLARATION	Création de bassins de traitement et de rétention d'une superficie totale de 0,5ha. D
3.2.4.0.	Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L.431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L.431-7 du même code. ⇒ DECLARATION	Vidange des bassins de traitement et de rétention selon un débit de fuite.  D
3.2.5.0.	Barrage de retenue : 2. d'une hauteur supérieure à 2 m mais inférieure ou égale à 10 m (D) ⇒ DECLARATION Au sens de la présente rubrique, on entend par « hauteur » la plus grande hauteur mesurée verticalement entre la crête de l'ouvrage et le terrain naturel à l'aplomb de cette crête.	Création de bassins de traitement et de rétention d'une hauteur supérieure à 2 m D
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2. Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D). ⇒ DECLARATION	Remblaiement, assèchement de zones humides sur une superficie de 2 200 m² environ. (phase d'exploitation). D

#### Article 2 : CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DE FRANCHISSEMENT DES COURS D'EAU

Les ouvrages de franchissement devront avoir une ouverture hydraulique ou une section au moins égale à celle figurant au dossier. Ils ne devront pas aggraver les conditions d'écoulement du débit de la crue centennale, augmenté des débits apportés par les bassins versants interceptés et des débits de rejets de l'infrastructure, ni perturber le fonctionnement des réseaux de drainage agricole existants.

L'écoulement à l'intérieur de ces ouvrages sera à surface libre avec un taux de remplissage devant permettre l'évacuation du débit de plein bord du cours d'eau et prévenir le risque de dysfonctionnement en cas d'embâcles. Les ouvrages ne devront pas constituer de seuil à leur ouverture amont ou aval, ni d'obstacle à la continuité écologique des cours d'eau franchis. Le cas échéant, ils présenteront aussi des caractéristiques permettant le passage de la petite faune sauvage.

2.1. Ouvrages de franchissements : les cours d'eau et/ou bassins versants (B.V.) seront franchis par des ouvrages présentant les principales caractéristiques suivantes :

Tableau récapitulatif des ouvrages hydrauliques

Communes de situation	Bassin versant (BV)		Ouvrages	
	Nom du BV, Type d'écoulement	Q <sub>100</sub> de référence(m³/s)	Type, Largeur x hauteur (m), Longueur (m.l)	Autre fonction Aménagement (« PPF » : Passage Petite Faune,)
VILLERUPT	Alzette (OH1)	7,6	Pont cadre 4 x 3,25 m 65 ml	PPF, banquette, épis, chenal d'étiage, fond reconstitué
AUDUN-LE-TICHE	Alzette (OH2)	7,6	Pont cadre 4 x 3,25 m 30 ml	PPF, banquette, épis, chenal d'étiage, fond reconstitué
AUDUN-LE-TICHE	Alzette (OH2a)	7,6	Pont cadre 4 x 3,25 m 10 ml	PPF, banquette, épis, chenal d'étiage, fond reconstitué
AUDUN-LE-TICHE	Alzette (OH3)	7,6	Pont cadre 4 x 3,25 m 38 ml	PPF, banquette, épis, chenal d'étiage, fond reconstitué
AUDUN-LE-TICHE	Briquette (OH2ter)	4,7	Pont cadre 1,35 x 1,60 m 26 ml	Fond reconstitué
RUSSANGE	Belier (OH4)	5,4	Pont cadre 4 x 3,25 m 38 ml	PPF, banquette, épis, chenal d'étiage, fond reconstitué

#### 2.2. Dérivations de cours d'eau

Deux dérivations définitives seront réalisées, tant à l'amont qu'à l'aval des cours d'eau franchis.

Les lits mineurs reconstitués reprendront les caractéristiques du lit initial (profils des berges, pente en long moyenne, méandrage, substrat, faciès d'écoulement...) ;  
Des ouvrages de protection seront localement mis en place selon nécessité (enrochements, végétalisation,...), les berges et le fond du lit mineur du cours dérivé devront conserver les fonctionnalités initiales du cours d'eau (végétation des berges et ripisylve, granulométrie du fond et diversité des écoulements,...)

Tableau récapitulatif des dérivations provisoires et/ou définitives

Communes de situation	Nom du cours d'eau	Dérivation provisoire (m)	Dérivation définitive amont (m)	Dérivation définitive aval (m)
RUSSANGE	Alzette	0	140	140
RUSSANGE AUDUN-LE-TICHE	Belér	0	0	165

Le tronçon dérivé du ruisseau de la Belér fera l'objet d'une renaturation complète comportant un tracé méandriforme, des faciès d'écoulement variés, des berges végétalisées, une ripisylve,

### 2.3. Protection des berges et d'ouvrages hydrauliques

Les protections des ouvrages de franchissement sont systématiques (2 à 3 m aux abords immédiats de la voie). Si des protections sont nécessaires en dehors de cette zone, les techniques végétales seront privilégiées, sauf si les vitesses d'écoulement sont supérieures à 5 m/s ou si l'écoulement présente un coude marqué.

La protection des berges tant à l'amont qu'à l'aval des ouvrages ne devra pas réduire le gabarit naturel du cours d'eau.

Les blocs seront de dimensions hétérogènes et des interstices seront aménagés au contact de l'eau afin de créer des abris pour les poissons.

Selon les opportunités locales, les souches saines (Saule, Aulnes,...) seront incorporées dans les enrochements pour permettre des rejets.

Les enrochements reposeront sur des géotextiles ou équivalents formant filtres afin de limiter la migration des sédiments fins des berges.

### Article 3 : CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

L'assainissement longitudinal de la plate-forme sera assuré par un réseau de collecte dimensionné pour une pluie de période de retour décennale.

Les eaux de ruissellement recueillies sur la plate-forme et les talus ainsi que sur le bassin versant urbain intercepté, seront stockées et le débit écrêté, avant rejet au milieu récepteur, au moyen d'ouvrages qui sont :

- des dispositifs composés chacun d'un bassin de traitement et d'un bassin de rétention consistant en une excavation ou une zone endiguée de dimension variable (volume utile de 370 à 2000 m<sup>3</sup>), clôturée et située en pied de remblai.

Chaque ensemble comprend :

- un bassin de traitement et un bassin de rétention,
- un orifice calibré en fond de bassin, qui permet un débit de fuite de 10 l/s,
- un déversoir pour les périodes de retour supérieures à cinquante ans, si le bassin est endigué ou s'il existe un risque pour les infrastructures ou les populations situées à l'aval,
- une zone de décantation,
- un dégraisseur - déshuileur.

Le volume utile total de rétention s'élèvera à 5 470 m<sup>3</sup>.

Le tableau ci-dessous détaille la localisation et les caractéristiques de ces ouvrages :

Communes	Côté	Volume utile en m <sup>3</sup>	Q fuite m <sup>3</sup> /s	Bassin versant (BV) exutoire
AUDUN-LE-TICHE	RD	500	0,01	Alzette (BR 1)
AUDUN-LE-TICHE	RG	1 000	0,01	Alzette (BR 2)
AUDUN-LE-TICHE	RD	370	0,01	Alzette (BR 3)
AUDUN-LE-TICHE	RD	1 600	0,01	Alzette (BR 4)
RUSSANGE	RD	2 000	0,01	Belér (BR 5)

RD : Rive Droite

RG : Rive Gauche

Selon les mêmes principes, les eaux pluviales issues des plates-formes routières ponctuellement modifiées au droit de leur franchissement par la route, seront collectées par des fossés dimensionnés selon les prescriptions fixées par le gestionnaire de la voirie.

L'ensemble des bassins sera traité d'un point de vue paysager, avec :

- des pentes adoucies au maximum (pente suivant la topographie locale lorsque les emprises sont suffisantes) ;
- un ensemencement à l'aide d'espèces locales de prairies humides ;
- des plantations de végétaux héliophytes ;
- un volume mort toujours en eau.

### Article 4 : REMBLAIS EN ZONES HUMIDES ET/OU LIT MAJEUR

\* Prescriptions spécifiques aux remblais :

En tout état de cause, les remblais devront être effectués à l'aide de matériaux strictement inertes.

\* Zones humides :

L'emprise du projet sur les milieux humides (prairie humide, boisement rivulaire,...) est évaluée à 2 200 m<sup>2</sup> répartis suivant le tableau ci-dessous :

Commune	Cours d'eau ou plan d'eau associé	Zone humide détruite (m <sup>2</sup> )
RUSSANGE	Belér	2 200
Total		2 200

Ces destructions feront l'objet de mesures compensatoires (Voir article 7.2.3.1. ci-après).

\* Lit majeur :

Dans la vallée de la Belér, la surface remblayée en lit majeur est évaluée à 2 200 m<sup>2</sup> et le volume de crue soustrait à 2 200 m<sup>3</sup> ;

### Article 5 : EAUX SOUTERRAINES

En raison des incidences sur les écoulements des eaux souterraines, des fossés de drainage seront aménagés le long de la plate-forme routière dans le lit majeur de la Belér.

### Article 6 : INCIDENCES SUR LA FLORE ET LA FAUNE INFEODEES AU MILIEU AQUATIQUE

Un complément d'étude, sous la forme d'inventaires faunistiques et floristiques sera réalisé à l'échéance du 30 avril 2011.

Les espèces végétales et animales protégées, répertoriées au cours de cette étude, feront l'objet de dossiers spécifiques d'autorisation de transfert ou de destruction.

### Article 7 : MESURES CORRECTIVES ET/OU COMPENSATOIRES

Les principales mesures correctives ou compensatoires à mettre en œuvre par le pétitionnaire sont les suivantes, en distinguant phase de travaux et phase d'exploitation :

#### 7.1. Phase de travaux

## 7.1.1. Mesures concernant le régime et la qualité des eaux souterraines

## \* Mesures préventives des pollutions

Pour prévenir la survenue de pollutions, les mesures suivantes sont prescrites :

- implantation des installations de chantier, des aires d'entretien des engins et des aires de stockage de carburants, lubrifiants,...seront en dehors des périmètres de protection de captage ou de toute autre zone identifiée comme sensible, notamment les zones humides ou inondables (lit majeur des cours d'eau) ;
- implantation des installations de chantier et des aires d'entretien des engins de chantier sur plate-forme étanche, dont les eaux de ruissellement seront recueillies dans des bassins de traitement ;
- stockage des divers liquides et autres produits, sur des surfaces étanches, dont les eaux de ruissellement peuvent être isolées ;
- ravitaillement (carburants, huiles,...) des engins sur aire étanche ;
- respect des règles générales de propreté de chantier : utilisation d'engins en bon état, contrôlés régulièrement, mise en place de bassins de traitement (décantation et lame siphonée) des aires de lavage et d'entretien, gestion adaptée des déchets ;
- mise au point d'un plan de circulation et d'une signalétique qui excluent l'entretien et le stationnement des engins en dehors des zones prévues à cet effet, celles-ci étant en dehors des périmètres sensibles (protection de captage, zones inondables et/ou humides) ;
- mise en place d'une collecte et d'un traitement des eaux de ruissellement de chantier et localisation des rejets en dehors des périmètres de protection de captage AEP. Les systèmes de traitement privilégiés seront les bassins, qui seront dimensionnés de façon à permettre la décantation des matières en suspension (MES). L'utilisation des bassins définitifs sera privilégiée ; ceux-ci devront donc être réalisés dès le début des opérations, les talus étant ensemencés dès la fin des opérations de terrassement ;
- mise en place d'un plan de management de la qualité, suivi des actions environnementales des entreprises et actions de formation des personnels de chantier ;
- mise en place de bennes étanches pour recueillir les déchets et matériaux divers.

## \* Mesures palliatives des pollutions éventuelles

Dans le cas de la survenue d'une pollution accidentelle, le temps d'intervention doit être réduit au minimum afin de limiter les risques de contamination des eaux souterraines. A cet effet, outre la procédure réglementaire de déclaration (cf. article 9.2.), les mesures pratiques suivantes devront être mises en oeuvre :

- définir des procédures d'intervention adaptées à chaque type de polluant et former le personnel de chantier ;
- disposer à proximité de produits et matériels spécifiques (absorbant...) permettant une intervention rapide en cas de déversement accidentel ;
- extraire les terres souillées et les stocker sur une aire étanche, avant leur envoi dans un centre de traitement adapté ;
- réaliser une piézométrie de contrôle de la nappe en aval de l'accident (distance à déterminer en fonction des caractéristiques de la nappe), dans les deux jours suivant l'accident ;
- alerter les propriétaires et/ou exploitants des captages en aval ;
- analyser le ou les produit(s) incriminé(s) pour surveillance jusqu'à disparition des produits et au besoin, mettre en place un puits de dépollution ou tout autre moyen de dépollution adapté ;
- ouvrir une fiche de non-conformité et la transmettre au service de police de l'eau ainsi qu'à la DDASS.

## 7.1.2. Mesures concernant le régime des eaux superficielles

## 7.1.2.1 Terrassements

Afin d'éviter les désordres hydrauliques lors de la phase de chantier, les mesures suivantes seront mises en oeuvre :

- les écoulements seront rétablis soit de façon provisoire, soit de façon définitive ; un réseau d'assainissement temporaire assurera la gestion des eaux de chantier. Des bassins d'écoulement permettront la gestion des débits de rejet au milieu naturel. Ces ouvrages répondant aux mêmes critères de dimensionnement que les ouvrages définitifs, ils devront être mis en oeuvre dès le démarrage du chantier ;
- tous dépôts et installations de chantier seront proscrits dans les zones inondables et humides.

## 7.1.2.2 Mise en place des ouvrages hydrauliques, dérivations provisoires

Les aménagements hydrauliques (franchissements et dérivations) feront l'objet, avant le début des travaux, d'une concertation avec le service de police de l'eau et/ou avec l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Le pétitionnaire transmettra, avant le début des travaux, un tableau récapitulatif des franchissements et des dérivations projetés, accompagné de plans détaillés et d'un descriptif du projet.

Pour permettre le suivi qualitatif des eaux superficielles, le pétitionnaire fera réaliser avant le début des travaux, à proximité des cours d'eau franchis par le projet, par un laboratoire agréé, des prélèvements et des analyses d'eau en deux points (à l'amont et à l'aval du point de franchissement et/ou du point de rejet des eaux provenant de la plate-forme) pour déterminer les MES, le pH, la conductivité, l'oxygène dissous, la DBO<sub>5</sub>, la DCO, les hydrocarbures, y compris les HAP totaux, et les métaux lourds (Cadmium, Plomb, Zinc).

## 7.1.3 Mesures concernant la qualité des eaux superficielles

## 7.1.3.1 Mesures préventives des pollutions

Afin de prévenir la survenue de pollutions accidentelles et la contamination des milieux par les MES, notamment lors des phases de dégagement des emprises, de terrassement ou de fondation des ouvrages, la gestion du chantier devra intégrer les mêmes mesures que pour les eaux souterraines (voir 7.1.1.4. ci-avant) auxquelles s'ajouteront les mesures suivantes : en plus des bassins de décantation, des filtres à MES devront également être mis en place ; ils devront être remplacés régulièrement, dès l'apparition de signes de colmatage, de façon à maintenir leur efficacité.

La charge en MES des eaux rejetées après traitement n'excèdera pas 30 mg/l.

## 7.1.3.2 Mesures d'accompagnement

D'une manière générale, la concentration maximale instantanée au point de rejet, après dilution dans le cours d'eau récepteur en considérant son débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans, devra être au plus égale aux valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l
DCO	100 mg/l
MES	30 mg/l
Hydrocarbures	5 mg/l
HAP	0,1 µg/l
Cadmium	5 µg/l
Plomb	10 µg/l
Zinc	5 mg/l

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des équipements mis en place et de l'efficacité des dispositifs d'abattement de la pollution entraînée par les épisodes pluvieux, la qualité des eaux superficielles sera contrôlée régulièrement, à la charge du pétitionnaire, pendant la période effective des travaux sur chaque site. Les prélèvements à analyser seront faits à l'aval immédiat de la zone de travaux et/ou du ou des points de rejet des eaux provenant du chantier et à 20 m à l'amont à titre de comparaison ; ils seront particulièrement suivis en période d'étiage, après une pluie séparant une période sèche de huit jours consécutifs.

Des mesures semestrielles seront réalisées sur les rejets d'eaux pluviales :

- matières en suspension, conductivité et pH ;
- hydrocarbures et herbicides ;
- débits.

Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé et les résultats transmis au service de la police de l'eau ; en fonction des résultats obtenus, notamment en cas d'anomalie constatée, des analyses complémentaires seront réalisées sur simple demande formulée par ce service.

Si l'origine des anomalies provient des travaux, des mesures devront être prises pour retrouver la qualité initiale des eaux.

#### 7.1.3.3 Mesures palliatives des pollutions éventuelles

Dans le cas de la survenue d'une pollution accidentelle, le temps d'intervention doit être réduit au minimum afin de limiter les risques de contamination des eaux superficielles. A cet effet, outre la procédure réglementaire de déclaration (cf. article 9.2.), les mesures suivantes devront être mises en œuvre :

- définir des procédures d'intervention adaptées à chaque type de polluant et former le personnel de chantier ;
- disposer à proximité de produits (absorbant...) et matériels spécifiques (barrage flottant,...) permettant une intervention rapide en cas de déversement accidentel ;
- extraire les terres souillées et les stocker sur une aire étanche, avant leur envoi dans un centre de traitement adapté ;
- ouvrir une fiche de non-conformité et la transmettre au service de police de l'eau.

#### 7.1.4 Mesures concernant les milieux aquatiques, zones humides et cours d'eau

Toutes les eaux de ruissellement seront collectées et traitées avant rejet, tous rejets de bassins étant interdits dans des plans d'eau/mares.

##### 7.1.4.1 Zones humides

Les mesures réductrices en phase de travaux consisteront, outre les mesures générales de préservation de la qualité des eaux, en :

- un balisage matérialisé de façon durable et pérenne des pistes et aires de travail (limitation des consommations d'espace dans les prairies humides et de déboisement des ripisylves) ;
- un balisage matérialisé de façon pérenne et durable en vue de la protection des espèces végétales remarquables ; les prairies humides où ces espèces ont été observées seront mises en défens de façon bien visible et durable ;
- l'utilisation de géotextiles et de matériaux non polluants et non sensibles à l'eau pour les pistes et plate-formes provisoires, ainsi que pour la partie inférieure des remblais définitifs sous le niveau des crues en lit majeur ;
- l'utilisation en remblai de matériaux inertes ;
- la collecte et la décantation des eaux d'exhaure pour les fondations, et de manière générale, des eaux du chantier, avant tout rejet au milieu ;
- l'enlèvement des matériaux des pistes d'accès en fin de chantier ;

Les dépôts ou aires de stockage tant des matériaux de déblai que des matériaux nécessaires à la construction de la route devront être implantés en dehors des zones humides ou des zones inondables préalablement repérées et balisées tel qu'indiqué ci-avant.

#### 7.1.5 Mesures concernant les incidences sur les espèces

La planification des travaux, dans et au droit des cours d'eau, tiendra compte de la vie piscicole et aquatique ; les interventions sur la Beler seront prioritairement faites hors périodes de frai et/ou de reproduction des poissons et des amphibiens.

##### \* Espèces végétales

Afin de limiter les destructions aux emprises nécessaires aux travaux, les zones d'intérêt reconnu seront balisées de façon pérenne et durable. Les espèces végétales utilisées pour l'aménagement (technique végétales, ripisylves, fixation des remblais,...) devront appartenir à la flore locale. L'introduction de toute espèce exogène est interdite. Une attention particulière sera portée à l'origine des terres utilisées (présence possible d'espèces exotiques et/ou envahissantes).

##### \* Amphibiens

##### Mesures préventives

Afin d'éviter une mortalité sur les populations d'amphibiens, des captures de sauvetage avant travaux et au besoin pendant travaux, seront organisées pour déplacer les individus (pontes, têtards et adultes), et ce en partenariat avec les organismes spécialisés cités plus haut (ONEMA,...).

Pour les bassins de la phase de chantier implantés dans les zones propices à la présence d'amphibiens, le cas échéant après concertation avec l'ONEMA, une clôture sera mise en place sur leur périmètre pour empêcher la pénétration de ces espèces, compte tenu de la toxicité que peuvent présenter ces milieux.

Des filets pourront également être mis en place aux abords des chantiers pour canaliser les déplacements saisonniers des amphibiens.

Les autres mesures concernent le rétablissement durable de la continuité écologique (mise en place de passage petites faunes ...).

#### 7.1.6 Mesures concernant les divers usages

Les mesures prescrites par ailleurs devront permettre, d'une façon générale, de réduire les impacts temporaires liés aux travaux.

#### 7.2 Phase d'exploitation

##### 7.2.1 Mesures concernant les écoulements naturels

###### 7.2.1.1 Rétablissement des écoulements naturels, dimensionnement des ouvrages hydrauliques

Tous les cours d'eau permanents ou intermittents seront rétablis par un ouvrage hydraulique dimensionné pour le débit de crue centennale.

Le débit de projet retenu pour le dimensionnement de l'ouvrage intègre les débits de l'infrastructure après écrêtement dans un ouvrage spécifique, ainsi que les débits des bassins versants interceptés.

Le dimensionnement de ces ouvrages devra respecter les contraintes suivantes :

- reconstitution d'un chenal d'étiage ;
- mise en place de banquettes ;
- mise en place d'épis.

Outre le dimensionnement strictement hydraulique de l'ouvrage, celui-ci devra intégrer la prise en compte d'usages annexes, tels que le passage de la petite faune.

Si après travaux, les contrôles montraient l'inefficacité d'un ouvrage par rapport à l'obligation de continuité écologique (en cas, par exemple, d'une lame d'eau trop faible du fait d'un lit mineur inadapté au débit d'étiage ou de l'absence de banquettes reconstituées), le pétitionnaire prendra les mesures nécessaires pour corriger ces impacts.

Des aménagements de protection sont mis en place au cas par cas pour éviter l'érosion régressive à l'aval des ouvrages selon les prescriptions de l'article 2.3. En aval des 3 mètres de protection de type « génie civil », des protections en technique végétale sont mises en œuvre en tant que de besoin.

Le projet induira localement, en amont des ouvrages, un exhaussement temporaire de la ligne d'eau (remous) pour la crue centennale, qui n'affectera ni des habitations ni des voies de circulation.

###### 7.2.1.2 Dérivations définitives amont et/ou aval

Elles seront au nombre de deux (Voir l'article 2.2. ci-dessus).

Les dérivations de cours d'eau se feront sans modification hydraulique majeure, les principales caractéristiques géométriques devant être conservées (profil en travers, pente moyenne). Les protections mises en place comme prescrit à l'article 2.3., viseront à empêcher les phénomènes d'érosion régressive et progressive.

Enfin, lorsque les contraintes techniques le permettent (dérivation de la Beler), une renaturation du cours d'eau sera réalisée par la mise en œuvre de techniques végétales (ensemencement à base de souches locales et plantation), un reprofilage du tracé en plan (création de petits méandres pour éviter un tracé rectiligne) et une diversification des substrats et des faciès d'écoulements (profil en travers et en long variés). En aucun cas ces dérivations définitives ne devront créer un cours d'eau à profil uniforme (type « canal »).

#### 7.2.1.3 Mesures concernant le régime des eaux

Afin de ne pas amplifier les débits de crue dus aux eaux de ruissellement collectées par le réseau d'assainissement de l'infrastructure et à la modification d'exutoire de certains petits bassins versants (ou impluviums), des ouvrages d'écrêtement assureront un contrôle des débits de rejet à un niveau acceptable, suivant les recommandations de la DIREN :

- les bassins seront dimensionnés pour une pluie biennale (traitement) et cinquantennale (rétention) ;
- le débit de fuite sera fonction du débit spécifique du cours d'eau récepteur et de la surface de projet et de bassin versant collectée. Le débit spécifique retenu sera de 3 l/s/ha lorsque la donnée n'est pas disponible sur le cours d'eau ; le débit de fuite sera borné à 10 l/s, de façon à utiliser des ouvrages de régulation simple, de type orifice calibré.

#### 7.2.1.4 Mesures concernant le lit majeur de la Beler

Le volume de 2 200 m<sup>3</sup> soustrait au champ d'expansion des crues de la Beler sera stocké dans un décaissement compensatoire créé à l'aval, en rive gauche, d'un volume de 2 200 m<sup>3</sup>.

#### 7.2.2 Désherbage chimique et salage de route

Les opérations de désherbage seront réalisées par des procédés mécaniques ou thermiques et en cas d'impossibilité, à l'aide de produits phytosanitaires non rémanents homologués par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (MAAP).

Le désherbage chimique ne devra intervenir qu'en période favorable (absence de vent et de pluie) et les doses devront rester inférieures aux doses homologuées.

Tout traitement chimique sera pros crit dans les zones proches de points d'eau à usage domestique ou agricole, sur les bords des cours d'eau en général, sur une largeur qui ne pourra être inférieure à 5 (cinq) mètres, ainsi qu'au droit des parcelles agricoles en culture biologique, à charge pour le gestionnaire de la route de faire les recherches des terres cultivées selon cette pratique auprès des organismes compétents.

Dans un délai de deux mois avant la mise en œuvre de ce programme, le dossier détaillé récapitulant les zones non traitées sera soumis au service de police de l'eau pour avis ; il comportera en outre le nom des matières actives et la marque commerciale des produits qu'il est envisagé d'employer, leur dosage ainsi que les dates prévues pour leur application.

L'utilisation de sels de déver glaçage en période hivernale sera réduite par l'adoption des mesures suivantes :

- utilisation d'un mélange de sels et de sable ;
- limitation des doses au strict besoin ;
- utilisation de saumure interdite ;
- salage préventif ;
- vigilance particulière vis à vis des types de sels de déver glaçage utilisés : ceux ci seront exempts de toute substance toxique telle que les cyanures ;
- tonnage employé inférieur à 1,5 tonne/jour.

Ces dispositions sont applicables tant pour la phase de chantier que pour la phase d'exploitation.

#### 7.2.3 Mesures concernant les milieux aquatiques et zones humides

##### 7.2.3.1 Zones humides

Les zones humides détruites seront compensées en terme de surface et de fonctionnalité, par la création de zones équivalentes au plus près de la zone détruite. Compte tenu du contexte local, cette compensation prendra deux formes :

- la création d'une nouvelle zone humide d'une surface de 2 200 m<sup>2</sup> dans le lit majeur de la Beler.

Une analyse annuelle, a posteriori, sera présentée par le pétitionnaire pour vérifier la réalisation du projet et sa conformité aux prévisions. Si au terme de trois ans, après la mise en service de la route, le résultat est atteint, le bilan ne sera pas exigé au-delà de cette durée. Dans le cas contraire, il sera demandé au pétitionnaire de corriger les mesures afin d'atteindre les objectifs définis dans l'autorisation :

- l'acquisition de zones humides d'intérêt reconnu dans le lit majeur de la Beler avec mise en place d'une gestion patrimoniale en assurant la pérennité.

A cet effet, le pétitionnaire sollicitera l'avis des organismes et services concernés (ONEMA, DIREN, DDAF, DDEA...) sur les opportunités trouvées avant la mise en service de la route.

##### 7.2.3.2 Ripisylves

Les travaux conduiront à une destruction de ripisylves sur un linéaire total de 300 mètres.

Afin de limiter les destructions au strict nécessaire, les mesures préventives suivantes seront mises en œuvre :

- les emprises du chantier seront réduites et délimitées,
- les zones sensibles ou à protéger préférentiellement seront balisées de façon durable et pérenne, même si elles sont à une certaine distance du chantier ;
- les pistes seront implantées de façon à éviter les secteurs d'intérêt faunistique et floristique reconnu.

Afin de compenser cette destruction, des plantations compensatoires seront réalisées le long des cours d'eau (l'Alzette et la Beler), avec l'accord des propriétaires fonciers concernés, selon un coefficient de 1 (un) entre le linéaire compensatoire et le linéaire détruit, soit 300 mètres de ripisylves à reconstituer. Les essences plantées devront être représentatives des associations végétales locales et correspondre au cortège d'essences répertoriées sur le cours d'eau.

Les simples protections de berges en technique végétale par plantation de ligneux ne seront pas comptabilisées en compensation de ripisylve détruite.

#### 7.2.4 Mesures concernant les espèces (continuité biologique)

Les ouvrages rétablissant des cours d'eau ne présenteront pas de chute aux extrémités. Le fond du lit de chaque cours d'eau sera reconstitué sur au moins 0,30 m d'épaisseur lorsque l'ouvrage hydraulique de rétablissement est enfoncé d'autant dans le sol naturel. Sur les plus gros ouvrages, des dépôts de matériaux naturels, semblables à ceux du fond du lit, seront réalisés. Des blocs permettant de varier les écoulements seront également mis en place.

#### 7.2.5 Mesures concernant les divers usages de l'eau

Les mesures prescrites par ailleurs devront permettre de supprimer les impacts sur les divers usages de l'eau, notamment pour l'évacuation des eaux pluviales et d'exhaure le cas échéant.

#### 7.2.6 Mesures concernant la sécurité des bassins de rétention.

Les ouvrages de rétention dont la hauteur, par rapport au terrain naturel, est supérieure à 2 m font partie des barrages de classe D définie à l'article R214-112 du code de l'environnement.

Ils devront être conformes aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-136 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution (ou mise à jour) du dossier avant le 31 décembre 2010 ;
- constitution (ou mise à jour) du registre avant le 31 décembre 2010 ;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage avant le 31 décembre 2010 ;
- production des consignes écrites à l'échéance de la première année d'exploitation ;
- réalisation d'une visite technique approfondie à l'échéance de la première année d'exploitation puis tous les dix ans.

#### Article 8 : CARACTERE, DUREE DE L'AUTORISATION ET DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX

L'autorisation a un caractère précaire et révo cable sans indemnité de l'Etat lorsqu'il exerce ses pouvoirs de police.

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente (30) ans renouvelable, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire souhaitant en obtenir le renouvellement, devra adresser aux préfets une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies aux articles R.214-20 et suivants du code de l'environnement.

Les travaux d'infrastructure devront être commencés dans un délai de trois (3) ans et achevés dans un délai de six (6) ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### Article 9 : PLAN D'ALERTE et GESTION DES RISQUES

Toutes les prescriptions relatives à la préservation de l'environnement (mesures préventives et correctives visant à limiter les atteintes au milieu naturel) seront détaillées dans la notice « environnement » annexée au cahier des charges des entreprises chargées des travaux.

Pendant la phase de préparation des travaux, chaque entreprise met au point son plan d'assurance environnement (PAE) qui décrit notamment les différentes procédures d'exécution et de contrôle à mettre en œuvre pour prévenir les risques.

#### 9.1 Plan d'alerte

En phase de chantier, un plan d'alerte en cas de pollution accidentelle (Plan d'Organisation et d'Intervention) sera mis en place par le pétitionnaire en concertation avec les entreprises de travaux publics.

Ce plan précisera l'organisation retenue afin de mobiliser au mieux, dans l'espace et dans le temps, l'ensemble des moyens techniques et humains à mettre en œuvre afin de prévenir les conséquences des pollutions accidentelles.

Elaboré par les entreprises lors de la préparation du chantier et soumis à l'approbation du pétitionnaire et du maître d'œuvre, il sera transmis pour information au service de police de l'eau.

Il comportera tous les plans et pièces graphiques nécessaires à la compréhension du fonctionnement des dispositifs d'assainissement et de traitement des eaux provisoires liées à la réalisation du chantier, ainsi que toutes les procédures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle. Il décrira le matériel à disposition sur les chantiers permettant d'intervenir immédiatement et de limiter la diffusion d'une éventuelle pollution.

Les bassins de confinement seront repérés à partir de la voie et des pistes et les commandes manuelles des vannes de fermeture seront rendues bien visibles, y compris pour des interventions de nuit.

En outre, les entreprises et, le cas échéant, le pétitionnaire et/ou l'exploitant de la ligne dispenseront aux personnels des centres d'incendie et de secours susceptibles d'intervenir en cas d'incident ou d'accident la même formation que celle prévue pour leurs personnels ; si nécessaire, le programme en sera arrêté avec les services de secours locaux.

Ces prescriptions seront appliquées tant pour la phase de chantier que pour la phase d'exploitation.

Sous l'autorité du pétitionnaire, le maître d'œuvre contrôlera l'efficacité de la démarche « environnement » réalisée par les entreprises.

#### 9.2. Déclaration des incidents ou accidents

Conformément aux articles L.211-5 et R.214-46 du code de l'environnement, le pétitionnaire est tenu de déclarer aux préfets et aux maires des communes concernées tout incident ou accident survenu au cours de la réalisation du chantier, en particulier, tout rejet accidentel qui surviendrait en dépit des dispositifs de protection mis en œuvre pour cette phase, ainsi qu'au cours de la phase ultérieure d'exploitation.

Sans préjudice des mesures que pourront prescrire les préfets, le pétitionnaire devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier (cf. articles 7.1.1.4. et 7.1.3.3.).

Le pétitionnaire demeure responsable de tous accidents ou dommages qui seraient la conséquence de son activité ou de l'exécution des travaux et aménagements de la ligne.

#### Article 10 : SURVEILLANCE, CONTROLE ET MAINTENANCE ULTERIEURS

A l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage transmettra un dossier de récolement au service de police de l'eau.

Ce dossier sera présenté sous la forme de fichiers électroniques établis à partir de logiciel standard, ainsi que d'un exemplaire papier des plans de récolement au 1/5 000<sup>ème</sup>, indiquant l'implantation des ouvrages et en précisant les coordonnées géo-référencées.

Il comportera également un tableau synthétique des caractéristiques de ces aménagements et un plan de récolement spécifique pour les grands franchissements, ainsi que les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement, en particulier pour les bassins de rétention.

L'ensemble du système d'assainissement pluvial et des ouvrages hydrauliques sera conçu pour être contrôlable ; le gestionnaire de la voie s'assurera de la fonctionnalité de ces équipements tout au long de l'année, en particulier après chaque épisode pluvieux et/ou de crue important. De plus, il procédera à une vérification de l'ensemble des ouvrages au cours d'une visite annuelle approfondie par un personnel spécialisé.

Le pétitionnaire présentera au service police de l'eau, pour approbation, le protocole d'autosurveillance prévu dans la demande d'autorisation au plus tard 6 (six) mois avant la date prévue pour la mise en service de la route ; ce protocole prévoira la présentation d'un rapport annuel faisant notamment apparaître les incidents ayant pu générer des impacts, même secondaires, sur le milieu.

Concernant les eaux superficielles, il inclura leur suivi pendant une durée de cinq ans après la mise en service de la route ; ce suivi comportera des analyses annuelles pour vérifier l'incidence de la construction de la route sur le milieu.

Ces analyses porteront sur les paramètres retenus pour l'état « zéro » des eaux superficielles réalisées préalablement au démarrage des travaux, à savoir : pH, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, Hydrocarbures, HAP, Cadmium, Plomb, Zinc, auxquels s'ajouteront la recherche de résidus éventuels des traitements herbicides.

En phase d'exploitation, le pétitionnaire et/ou l'exploitant assurera à ses frais la visite et l'entretien réguliers des différents ouvrages, installations et aménagements concernés par la présente autorisation.

Cet entretien consistera, en particulier, en :

- la maintenance en parfait état de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages hydrauliques (enlèvement des dépôts de toute nature - déchets, embâcles, engravements, sédiments (...), susceptibles de nuire au bon écoulement des eaux) ;
- le contrôle du développement de la végétation (reprise des plantations, fauchage, faucardage, élagage,...) ;
- la surveillance et l'entretien réguliers des aménagements spécifiques réalisés en faveur de la faune.

Pour les bassins ou fossés de stockage et écrêtement des eaux pluviales, l'entretien consistera notamment en :

- une vérification régulière du parfait état de fonctionnement des bassins et fossés (débits de fuites, déversoirs,...), ainsi que de leur étanchéité ;
- l'évacuation régulière des matières décantées (boues, sédiments,...), par pompage ou curage mécanique.

Les obligations d'entretien indiquées ci-dessus pourront être remplies par toute structure dûment mandatée par le pétitionnaire.

#### Article 11 : MODIFICATION DU PROJET

Conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement, toute modification à apporter éventuellement au projet et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation, devra être notifiée, préalablement à sa réalisation, au service de police de l'eau (DDAF), avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Ce dernier indiquera au pétitionnaire la procédure à suivre en fonction de l'importance des modifications envisagées et de leurs impacts sur les éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

#### Article 12 : ACCES AUX INSTALLATIONS

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par le pétitionnaire dans le cadre des travaux de construction ou de l'exploitation de la ligne, les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### Article 13 : INFRACTIONS

En cas d'infractions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être retirée sans indemnité, indépendamment des éventuelles condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

#### Article 14 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 15 : PUBLICITE, INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté d'autorisation est publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture de la Moselle et de Meurthe et Moselle. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Un extrait de cet arrêté, indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché pendant un mois au moins dans les mairies des communes suivantes :

- AUDUN-LE-TICHE



- RUSSANGE  
- VILLERUPT

Un dossier sur l'opération autorisée, comprenant l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement lorsqu'il est requis en application de l'article L 122-1, est mis à la disposition du public dans les préfectures de Moselle et de Meurthe et Moselle, ainsi que dans les mairies où doit être réalisée l'opération ou sa plus grande partie, pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du Préfet de la Moselle aux frais du pétitionnaire, dans trois journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de la Moselle et de Meurthe et Moselle (le Républicain Lorrain, l'Est Républicain et les Affiches d'Alsace et de Lorraine) ; il indique les lieux où le dossier prévu à l'alinéa précédent peut être consulté.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site Internet des préfectures de Moselle et de Meurthe et Moselle pendant un an au moins.

#### Article 16 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Conseil d'Etat par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers (personnes physiques ou morales) dans un délai de quatre ans à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs selon les conditions de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement.

#### Article 17 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Secrétaire général de la préfecture de la Moselle, les Sous-Préfets de THIONVILLE et de BRIEY, les maires des communes d'AUDUN-LE-TICHE, de RUSSANGE et de VILLERUPT, le Président du Conseil général de la Moselle, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Moselle et le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Le préfet de la Moselle,

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,  
Jean-François TREFFEL

### DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

*Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire*

#### Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Laneuveville-devant-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 est abrogé.

Article 2 : M. Serge BERTEAUX, brigadier de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 3 : l'intéressé est dispensé de cautionnement mais percevra l'indemnité de régisseur en application de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Article 4 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port.

Article 5 : Mme Nathalie GOETZ, adjoint administratif, est nommée en qualité de régisseur suppléant.

Article 6 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal, compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Laneuveville-devant-Nancy et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire aux régisseurs concernés. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

*Offre de soins hospitaliers*

#### Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 186/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 890 899 € soit :

1) 2 885 112 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 574 438 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

208 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

9 189 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

299 687 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 590 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 887 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 4 900 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 187/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 547 772 € soit :

1) 1 525 340 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 332 287 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 25 928 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2 288 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 164 214 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 623 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 97 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 22 335 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 188/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 373 964 € soit :

1) 1 322 963 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 261 763 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 10 314 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2 749 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 47 608 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 529 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 48 759 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 2 242 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 189/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 603 257 € soit :

603 257 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 515 987 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 16 545 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 229 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 70 257 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 239 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 190/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 129 064 € soit :

129 064 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

128 766 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
298 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 191/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 55 959 € soit :

55 959 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

55 959 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 192/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 702 945 € soit :

1) 2 630 923 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 360 701 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
39 885 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

227 952 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 385 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 45 144 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 26 878 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 193/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 261 683 € soit :

261 683 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

188 020 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

73 097 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

566 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 194/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 723 594 € soit :

- 1) 24 044 774 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 20 178 313 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, dont 5 146 € pour l'exercice 2007 ;
  - 321 102 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 10 013 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 3 500 646 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 34 700 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) 1 664 529 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 014 291 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 195/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 360 491 € soit :

- 1) 2 846 769 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 2 675 238 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 169 855 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 1 676 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 510 665 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 3 057 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN - VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 196/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 103 678 € soit :

- 103 678 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 103 678 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 197/2009 du 23 septembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 840 275 € soit :

- 1) 1 697 961 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 552 979 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 14 179 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 130 015 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 788 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 9 679 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 132 635 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 199 /2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 819 268 € soit :

1) 2 808 637 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 580 097 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

93 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 885 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

222 120 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 442 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 8 531 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 2 100 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 200/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 253 865 € soit :

1) 1 252 059 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 066 255 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 002 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

853 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

159 949 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 1 806 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER DE TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 201/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 080 402 € soit :

1) 2 045 665 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 807 661 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

37 542 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 032 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

197 048 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 382 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 34 067 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 670 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 202/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 514 389 € soit :

- 1) 513 727 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 421 687 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 19 691 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 1 363 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 70 986 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 662 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 203/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 133 798 € soit :

- 133 798 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 133 515 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 283 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 204/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 63 268 € soit :

- 63 268 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 63 268 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 205/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 298 032 € soit :

- 1) 2 222 908 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 959 763 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 35 760 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 6 591 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 218 226 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 2 568 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 55 343 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 19 781 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 206/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 231 622 € soit :

231 622 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

156 401 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

74 736 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

485 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 207/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 888 535 € soit :

1) 28 431 296 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

23 651 227 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

137 284 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

12 063 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

4 586 943 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

43 779 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

2) 1 594 551 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 862 688 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

---

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 208/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 254 773 € soit :

1) 2 763 948 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 613 788 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

148 707 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 453 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 490 216 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 609 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspectrice principale,  
Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 209/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 37 758 € soit :

37 758 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

37 758 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 210/2009 du 22 octobre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2009 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 677 960 € soit :

1) 1 559 894 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 408 563 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

13 919 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

136 483 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

929 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 15 982 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 102 084 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'inspectrice principale,

Stéphanie GEYER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

*Service solidarité - autonomie*

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1274 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Charles" de Bayon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON

N° FINESS : 54 0003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	124 002,00	1 748 362,41
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 588 697,27	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	35 302,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	361,14	
Recettes	Groupe I	1 748 362,41	1 748 362,41
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 361,14 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 748 362,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,77 euros

GIR 3 et 4 : 30,76 euros

GIR 5 et 6 : 20,76 euros



Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1275 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	716 368,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	636 578,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	7 578,83	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	716 368,09	716 368,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 578,83 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 716 368,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,22 euros

GIR 3 et 4 : 24,07 euros

GIR 5 et 6 : 17,93 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1276 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS : 54 0012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 565,00	557 234,64
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	481 516,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	40 635,00	
	Déficit reporté	517,65	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	557 234,64	557 234,64
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 517,65 € (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 557 234,64 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 41,07 euros

GIR 3 et 4 : 32,37 euros

GIR 5 et 6 : 23,68 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1277 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Charles" de Dombasle-sur-Meurthe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINESS : 54 0002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	58 202,00	733 754,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	664 996,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 556,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	733 754,48	733 754,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à 733 754,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,14 euros

GIR 3 et 4 : 26,30 euros

GIR 5 et 6 : 19,46 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1278 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" – 9 rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE-AU-JARD - N° FINESS : 54 0013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 184,00	325 439,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	290 768,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 487,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	307 857,89	325 439,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	17 581,85	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant excédentaire de 17 581,85 euros (mesures d'exploitation).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 307 857,89 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,40 euros

GIR 3 et 4 : 25,50 euros

GIR 5 et 6 : 20,61 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1279 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Bas Château" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 646,00	1 141 624,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 028 604,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	59 374,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 101 624,43	1 141 624,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros et par reprise sur provisions pour 40 000,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY est fixée à 1 101 624,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,37 euros

GIR 3 et 4 : 27,07 euros

GIR 5 et 6 : 18,76 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1280 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Gerbéviller – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 0002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 400,42	1 013 895,08
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	944 313,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 180,93	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	979 568,43	1 013 895,08
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 948,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	30 378,65	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 30 378,65 euros (excédent) et des autres produits pour 3 948,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 979 568,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,48 euros

GIR 3 et 4 : 28,55 euros

GIR 5 et 6 : 17,64 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1281 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" d'Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ

N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 242,00	795 353,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	639 121,08	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	99 990,54	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	795 353,62	795 353,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 795 353,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,19 euros

GIR 3 et 4 : 26,94 euros

GIR 5 et 6 : 20,69 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUE.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1282 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 rue Emile Zola – 54800 JARNY

N° FINESS : 54 0000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 862,62	554 783,85
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	503 963,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 957,38	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	554 783,85	554 783,85
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 554 783,85 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,86 euros

GIR 3 et 4 : 22,60 euros

GIR 5 et 6 : 16,33 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1283 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville-la-Malgrange**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 23 Avenue du Général de Gaulle – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

N° FINESS : 54 0012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	65 042,00	411 713,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	336 601,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 070,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	377 191,94	411 713,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 671,66	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	32 850,36	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 850,36 euros (excédent) et autres produits pour 1 671,66 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Haut du Bois " de JARVILLE-MALGRANGE est fixée à 377 191,94 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,19 euros

GIR 3 et 4 : 17,49 euros

GIR 5 et 6 : 11,79 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1284 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE - N° FINESS : 54 0019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	62 691,50	559 208,09
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	495 843,84	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	672,75	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	559 208,09	559 208,09
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 559 208,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,54 euros

GIR 3 et 4 : 21,09 euros

GIR 5 et 6 : 15,63 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1285 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "J. F. Fidry" – 26 rue Roland Daret – 54800 LABRY - N° FINESS : 54 0002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	61 501,60	675 830,44
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	586 649,49	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	27 679,35	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	675 830,44	675 830,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY est fixée à 675 830,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,97 euros

GIR 3 et 4 : 29,25 euros

GIR 5 et 6 : 19,08 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1286 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 0014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 070,60	436 776,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	377 135,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	530,00	
	Déficit reporté	20 040,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	436 776,03	436 776,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 20 040,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 436 776,03 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 36,23 euros

GIR 3 et 4 : 28,87 euros

GIR 5 et 6 : 21,52 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1287 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" – 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON

N° FINESS : 54 0000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 830,00	673 776,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	623 779,81	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 166,20	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	671 806,00	673 776,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	1 970,01	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 1 970,01 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à 671 806,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,21 euros

GIR 3 et 4 : 22,18 euros

GIR 5 et 6 : 15,14 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1288 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Louis" de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY

N° FINESS : 54 0002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 140,00	778 710,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	667 570,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	29 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	725 460,37	778 710,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	53 250,15	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 53 250,15 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 725 460,37 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,39 euros

GIR 3 et 4 : 19,04 euros

GIR 5 et 6 : 12,69 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN



**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1289 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte-Thérèse" de Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES

N° FINESS : 54 0003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	105 850,00	1 451 495,42
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 289 207,92	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	56 437,50	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I	1 449 218,70	1 451 495,42
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	2 276,72	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 276,72 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 449 218,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,24 euros

GIR 3 et 4 : 30,43 euros

GIR 5 et 6 : 20,63 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1290 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Maison des Vignes" de Malzéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "La Maison des Vignes" – Rue Gustave Nordon – 54220 MALZEVILLE

N° FINESS : 54 0014248

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	41 492,00	498 470,06
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	432 419,06	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	24 559,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	498 470,06	498 470,06
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE est fixée à 498 470,06 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,04 euros

GIR 3 et 4 : 17,33 euros

GIR 5 et 6 : 12,63 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Maison des Vignes" de MALZEVILLE.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1291 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-Dominique" de Mars-la-Tour**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR

N° FINESS : 54 0002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 300,00	651 650,80
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	590 769,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 581,14	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	651 650,80	651 650,80
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 651 650,80 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,09 euros

GIR 3 et 4 : 30,56 euros

GIR 5 et 6 : 21,03 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1292 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre-Dame du Bon Repos" de Maxéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE

N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	69 146,00	1 996 328,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 605 234,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	207 431,61	
	Déficit reporté	114 515,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 996 328,09	1 996 328,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 114 515,95 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre-Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 996 328,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 51,37 euros

GIR 3 et 4 : 41,70 euros

GIR 5 et 6 : 32,03 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1293 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Ma Maison" – 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0008208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	33 012,40	417 914,05
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	352 525,99	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	32 375,66	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	417 914,05	417 914,05
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à 417 914,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,92 euros

GIR 3 et 4 : 18,83 euros

GIR 5 et 6 : 13,73 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1294 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	93 995,00	1 173 813,53
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 051 018,53	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	28 800,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 173 813,53	1 173 813,53
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 1 173 813,53 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,87 euros

GIR 3 et 4 : 27,75 euros

GIR 5 et 6 : 21,63 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1295 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 768,58	791 534,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	703 467,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 298,62	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	784 142,52	791 534,58
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	7 392,06	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 392,06 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 784 142,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,51 euros

GIR 3 et 4 : 20,21 euros

GIR 5 et 6 : 13,90 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1296 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Rémy" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 233,00	1 698 853,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 540 698,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	51 579,00	
	Déficit reporté	28 343,86	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 698 853,90	1 698 853,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 28 343,86 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 698 853,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 44,47 euros

GIR 3 et 4 : 37,19 euros

GIR 5 et 6 : 29,91 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1297 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Sauveur" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 554,36	622 291,05
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	574 356,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	31 379,89	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	622 291,05	622 291,05
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 622 291,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,55 euros

GIR 3 et 4 : 25,25 euros

GIR 5 et 6 : 17,95 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1298 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 694,34	713 777,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	592 596,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 301,55	
	Déficit reporté	185,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	713 777,41	713 777,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 185,39 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 713 777,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,27 euros

GIR 3 et 4 : 27,77 euros

GIR 5 et 6 : 21,28 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1299 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" d'Onville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE

N° FINESS : 54 0004579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 917,88	617 596,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	548 077,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 600,48	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	617 596,19	617 596,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 617 596,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,72 euros

GIR 3 et 4 : 27,13 euros

GIR 5 et 6 : 19,54 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1300 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint-François d'Assise" de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON

N° FINESS : 54 0002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 503,92	1 032 523,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	908 421,72	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	82 597,52	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 028 523,16	1 032 523,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint-François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 1 028 523,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,54 euros

GIR 3 et 4 : 28,70 euros

GIR 5 et 6 : 22,99 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1301 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY - N° FINESS : 54 0004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 295,00	897 973,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	832 578,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 100,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	897 973,00	897 973,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 897 973,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 36,45 euros

GIR 3 et 4 : 28,19 euros

GIR 5 et 6 : 19,94 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1302 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite - 54 Rue du Paquis des Toiles – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 54 0002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 688,01	1 592 717,65
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 557 254,51	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 775,13	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 608 588,70	1 592 717,65
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	2 128,95	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 128,95 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 1 608 588,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 47,49 euros

GIR 3 et 4 : 34,81 euros

GIR 5 et 6 : 22,12 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1303 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royauveix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX - N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 816,00	781 558,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	634 916,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	72 115,51	
	Déficit reporté	13 710,01	



Recettes	Groupe I Produits de la tarification	781 558,11	781 558,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 13 170,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 781 558,11 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,41 euros

GIR 3 et 4 : 33,66 euros

GIR 5 et 6 : 26,91 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1304 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN

N° FINESS : 54 0008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 570,00	595 477,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	547 263,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 643,70	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	595 477,12	595 477,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 595 477,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,58 euros

GIR 3 et 4 : 25,39 euros

GIR 5 et 6 : 17,20 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1305 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX - N° FINESS : 54 0019577

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	47 686,40	440 967,21
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	397 780,81	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	500,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	440 967,21	440 967,21
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 440 967,21 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,67 euros

GIR 3 et 4 : 25,26 euros

GIR 5 et 6 : 17,86 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1306 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte-Sophie" de Thiaucourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT

N° FINESS : 54 0002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	44 282,60	917 797,59
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	804 157,69	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	69 357,30	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	895 203,78	917 797,59
	Produits de la tarification		
	Groupe II	7 500,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	15 093,81	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 15 093,81 euros (excédent) ainsi que des autres produits pour 7 500 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 895 203,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,23 euros

GIR 3 et 4 : 26,17 euros

GIR 5 et 6 : 18,11 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1307 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	68 076,00	709 241,19
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	599 868,41	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	2 632,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	38 664,78	
Recettes	Groupe I	709 241,19	709 241,19
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 38 664,78 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 709 241,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,21 euros

GIR 3 et 4 : 23,69 euros

GIR 5 et 6 : 16,17 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1309 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1<sup>er</sup> – 54600 VILLERS-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	26 750,00	466 922,22
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	434 862,22	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	5 310,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	410 941,39	466 922,22
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	55 980,83	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 55 980,83 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 410 941,39 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,18 euros

GIR 3 et 4 : 18,68 euros

GIR 5 et 6 : 12,19 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1310 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint-Pierre Fourier" de Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Saint Pierre Fourier" – 11 rue de Laxou – 54600 VILLERS-LES-NANCY  
N° FINESS : 54 0009024  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 459,07	451 468,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	397 214,72	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 794,61	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	451 468,40	451 468,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Pierre Fourier" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 451 468,40 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,53 euros  
GIR 3 et 4 : 23,34 euros  
GIR 5 et 6 : 16,35 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Pierre Fourier" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1311 du 23 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 0010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	206 517,26	618 422,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	393 400,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 237,59	
	Déficit reporté	8 267,63	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	616 197,73	618 422,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	2 224,75	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 267,63 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 616 197,73 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 40,20 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1313 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" d'Einvillle-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les Etangs" – 7 place de la Fontaine – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	264 351,30	711 498,95
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	432 600,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
	Déficit reporté	6 547,65	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	711 298,95	711 498,95
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	200,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 6 547,65 euros (déficit) et des produits financiers et produits non encaissables pour 200 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 711 298,95 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,77 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1314 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de Jarny**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Jarny – 5 rue Clément Humbert – 54802 JARNY CEDEX

N° FINESS : 54 0012853

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	92 909,16	536 340,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	387 688,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	55 742,52	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	525 412,14	536 340,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	8 928,22	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 928,22 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de JARNY est fixée à 525 412,14 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,11 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de JARNY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1315 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Val de Lorraine" – 36 bis avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON

N° FINSS : 54 0013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	215 253,50	619 754,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	386 331,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 800,00	
	Déficit reporté	8 369,18	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	619 754,36	619 754,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 369,18 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 619 754,36 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 39,55 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1358 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 408 1

N° FINESS (ET) 54 000 996 6

Dotation globale de financement « soins » : 2 604 145,39 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 72,61 €

pour les GIR 3 et 4 : 66,12 €

pour les GIR 5 et 6 : 58,66 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1359 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-Sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Dotation globale de financement « soins » : 1 306 473,94 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 47,11 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,90 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,66 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1360 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal » à Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal à Nancy » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON : N° FINESS : EJ : 54 000 670 7

Centre Germaine Marchal - 54000 Nancy – N° FINESS (ET) 54 001 095 6

Dotation globale de financement « soins » : 89 351,10 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 29,44 €

pour les GIR 3 et 4 : 25,95 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,46 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1361 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY : N° FINESS (EJ) 54 000 076 7

Dotation globale de financement « soins » : 1 539 863,37 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 46,05 €

pour les GIR 3 et 4 : 39,91 €

pour les GIR 5 et 6 : 33,78 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1372 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hopital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze : N° FINESS (EJ) 54 001 900 7

Dotation globale de financement « soins » : 1 901 646,28 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 40,94 €

pour les GIR 3 et 4 : 33,06 €

pour les GIR 5 et 6 : 25,18 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1373 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON : N° FINESS (EJ) 54 000 010 6

Dotation globale de financement « soins » : 999 940,50 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,14 €

pour les GIR 3 et 4 : 30,07 €

pour les GIR 5 et 6 : 21,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN



**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1374 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 008 0

Dotation globale de financement « soins » : 2 923 976,52 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 45,15 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,36 €

pour les GIR 5 et 6 : 25,57 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Lunéville.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1375 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-ST-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 759 781,59 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 45,63 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,19 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,11 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1376 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hopital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE : N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 527 458,96 euros

- Prix de journée de soins : 37,68 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1377 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association hospitalière de Jœuf**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de Jœuf :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 792 630,69 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 48,47 €

pour les GIR 3 et 4 : /

pour les GIR 5 et 6 : /

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Jœuf.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

---

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1378 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint Charles à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 382 978,01 euros

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 49,53 €

pour les GIR 3 et 4 : 38,61 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,68 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

---

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1379 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 558 933,59 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 58,49 €

pour les GIR 3 et 4 : 54,06 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1380 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 043 7

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 507 753,66 €

- Prix de journée de soins : 31,73 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1381 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 2 778 692,71 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 45,06 €

pour les GIR 3 et 4 : 36,27 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,49 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1382 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 689 672,04 euros

- Prix de journée de soins : 42,05 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1401 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS EJ : 54 000 210 2

N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	64 900,50	371 938,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	287 598,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 440,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	371 938,50	371 938,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey-Les-Belles est modifiée à 371 938,50 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 39,19 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1402 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 152,40	495 058,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	343 145,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 760,25	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	495 058,56	495 058,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est modifiée à 495 058,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,50 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1403 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 - ROYAUMEIX.

N° FINESS : 54 000 835 6

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 802,77	482 351,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	334 532,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 016,61	
	Déficit reporté	0.00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	459 336,34	482 351,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	23 015,04	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 23 015,04 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix est modifiée à 459 336,34 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,46 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toulouais-Nord-Familial » à Royaumeix, gestionnaire du service

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1405 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT

N° FINESS : 54 001 3661

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 388,89	316 261,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	274 210,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 483,13	
	Déficit reporté	8 179,07	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	316 261,20	316 261,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 179,07 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de GIRAUMONT est modifiée à 316 261,20 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,30 €

GIR 3 et 4 : 20,87 €

GIR 5 et 6 : 14,44 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1406 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU - N° FINESS : 54 00 08216 sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	107 097,29	946 495,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	838 176,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	721,28	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	946 495,00	946 495,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 721,28 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est modifiée à 946 495,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,12 €

GIR 3 et 4 : 25,40 €

GIR 5 et 6 : 18,07 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1407 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 rue des Carmes – 54401 LONGWY CEDEX - N° FINESS ET : 54 000 8232 sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 751,89	288 897,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	244 145,97	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 000,00	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	288 897,86	288 897,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est modifiée à 288 897,86 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 20,19 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1408 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Les Cygnes » - 2 rue J. Délivré – 54000 NANCY

N° FINESS ET : 54 001 4198

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 694,68	969 418,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	886 052,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 671,60	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	969 418,76	969 418,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY est modifiée à 969 418,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,36 euros

GIR 3 et 4 : 27,24 euros

GIR 5 et 6 : 20,11 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1409 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX.

N° FINESS : 54 000 6400

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 280,15	857 803,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	746 643,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 420,96	
	Déficit reporté	14 459,12	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	857 803,96	857 803,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 14 459,12 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est modifiée à 857 803,96 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,42 euros

GIR 3 et 4 : 22,97 euros

GIR 5 et 6 : 16,51 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1410 du 16 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée : Maison de retraite « Les Jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 000 3779 est modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 801,70	703 988,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	611 046,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34 502,38	
	Déficit reporté	18 637,74	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	703 988,70	703 988,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 637,74 € de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est modifiée à 703 988,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,94 euros

GIR 3 et 4 : 23,80 euros

GIR 5 et 6 : 16,67 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 16 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN



**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1422 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 1 980 502,75 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 42,22 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,78 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,48 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1423 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx – 54520 LAXOU.

N° FINESS : 54 001 8686

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	35 523,90	552 043,61
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	485 848,66	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	30 112,50	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	558,55	
Recettes	Groupe I	552 043,61	552 043,61
	Produits de la tarification		
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 558,55 € de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU est modifiée à 552 043,61 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,85 €

GIR 3 et 4 : 19,41 €

GIR 5 et 6 : 13,97 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspecteur principal,

Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1424 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 8-10 boulevard du 21<sup>ème</sup> R.A. – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 001 3323

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 947,60	868 316,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	787 368,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	868 316,44	868 316,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 868 316,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,60 euros

GIR 3 et 4 : 24,65 euros

GIR 5 et 6 : 18,05 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1453 du 19 novembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Bas Château" d'Essey-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Bas Château" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 646,00	1 167 604,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 054 584,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	59 374,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 101 174,43	1 167 604,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	26 430,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 26 430,00 euros et par reprise sur provisions pour 40 000,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY est fixée à 1 101 174,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,64 euros

GIR 3 et 4 : 26,99 euros

GIR 5 et 6 : 18,34 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Bas Château" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 19 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Service santé protection animales et environnement*

**Convention du 13 novembre 2009 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle**

ENTRE :

Les vétérinaires sanitaires représentés par :

- le Dr Mathieu CUVILLIER pour le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral,
  - le Dr Dominique THIERCY pour le Conseil Régional de l'Ordre des vétérinaires,
- d'une part,

ET

Les éleveurs d'animaux de rente représentés par :

- Monsieur Denis JENESSON pour la chambre d'agriculture,
  - Monsieur Dominique COLIN pour le groupement de défense sanitaire,
- d'autre part,

Vu le code rural, et notamment les articles L.221-11 et R.221-17 à R.221-20;

Vu l'arrêté du 1er mars 1991 modifié relatif à la nomenclature des opérations de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine telle que prévue à l'article 2 du décret n° 90-1032 du 19 novembre 1990 ;

Considérant la négociation du 13 novembre 2009 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1<sup>er</sup> - Objet :

Par la présente convention sont fixés les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat pour les campagnes de prophylaxies collectives des bovins, ovins et caprins et porcins.

Article 2 - Pour les opérations de dépistage :

Le tarifs des actes de prélèvements en vue du dépistage ou de dépistage des maladies réputées contagieuses soumises à prophylaxie sont déterminés comme suit, par animal, selon la nomenclature en vigueur.

Un forfait déplacement ainsi que la prise en charge des frais d'acheminement et de matériels sont également prévus.

T A R I F S			
OPERATIONS	COUT H.T.	T.V.A.	COUT T.T.C.
<b>BOVINS :</b>			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	1,90 €	0,37 €	2,27 €
4 – Prélèvement de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 – Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 – Tuberculination I.D.S. (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
I.D.C. (hors fourniture tuberculine)	2,38 €	0,47 €	2,85 €
9 – Visite de contrôle des expéditions à l'abattoir des animaux sous LPS	22,59 €	4,43 €	27,02 €
10 – Prélèvements fèces (individuels)	1,82 €	0,36 €	2,18 €
<b>OVINS – CAPRINS :</b>			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	0,90 €	0,18 €	1,08 €
4 – Prélèvements de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 – Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 – Tuberculination des caprins (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
7 – Visite d'exploitation au titre du CSO de la Tremblante / heure	51,20 €	10,04 €	61,24 €
<b>PORCINS :</b>			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang	1,47 €	0,29 €	1,76 €
4 – Identification	0,90 €	0,18 €	1,08 €
<b>CONTRÔLE D'ACHAT : (et exportations, ventes aux enchères)</b>			
1 – Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
1 bis – Contrôle en cas de concours : visite	20,38 €	3,99 €	24,37 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 – Prise de sang + Tuberculination (animaux de plus de 6 semaines)	5,67 €	1,11 €	6,78 €
4 – Prise de sang (animaux quelque soit l'âge)	4,52 €	0,89 €	5,41 €
5 – Frais de prélèvement pour recherche P80 ou PCR (prélèvement + matériel)	0,58 €	0,11 €	0,69 €
<b>CHEPTELS D'ENGRAISSEMENT DEROGATAIRES</b>			
1 – Visite de conformité pour obtention ou maintien dérogation	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 – Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
<b>DIVERS</b>			
FRAIS D'ENVOI des tubes de 1 à 40 tubes	4,80 €	0,94 €	5,74 €
FRAIS D'ENVOI des tubes + 40 tubes	8,90 €	1,74 €	10,64 €
FRAIS DE MATERIEL (tube et aiguille) par animal	0,27 €	0,05 €	0,32 €

Article 3 - Vaccination contre le virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO) :

Concernant la vaccination FCO, les tarifs seront applicables à partir de la fin de la campagne de vaccination « gratuite » c'est-à-dire à compter du 01/04/2010 sauf pour le déplacement et la visite qui valent pour toute la campagne.

Les tarifs ( HT) des actes de vaccination sont basés sur l'Arrêté du 28 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2008 fixant les mesures financières relatives à la fièvre catarrhale du mouton : ils correspondent à la somme entre les coûts de vaccination et les charges administratives.

	BOVIN		PETIT RUMINANT	
	Primo (BTV1 et BTV8) soit 2 injections	Rappel (BTV1 ou BTV8)	Primo (BTV1 et BTV8) soit 2 injections	Rappel (BTV1 ou BTV8)
Acte vaccinal par animal	3,50 €	1,75 €	1,20 €	0,60 €
Charges administratives par animal	0,20 €	0,20 €	0,10 €	0,10 €
TOTAL HT par animal	3,70 €	1,95 €	1,30 €	0,70 €

Article 4 - Vaccination contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) :

Le tarif de l'acte de vaccination contre l'IBR est déterminé à 1,00 euros (HT).

La dose de vaccin est facturée 1,25 fois le prix d'achat.

Article 5 - Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour la durée de la campagne de prophylaxie correspondante à l'espèce concernée.

Article 6 - Dispositions finales :

La présente convention comprend neuf articles. Elle est établie en un seul exemplaire original conservé par la Direction Départementale des Services Vétérinaires. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Chacune des parties peut en faire la publicité auprès de ses membres.

Nancy, le 13 novembre 2009

Pour le GDS,  
M. Dominique COLIN

Pour la chambre d'agriculture,  
M. Denis JENESSON

Pour le SNVEL,  
Dr Mathieu CUVILLIER  
Le directeur départemental des services vétérinaires,  
Dr Jean-Yves CHOLLET

Pour le CRO,  
Dr Dominique THIERCY

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Sébastien MASSON, Inspecteur**

Le soussigné Corinne BRANCALEONI, Trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Sébastien MASSON, Inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, entendant ainsi transmettre à M. Sébastien MASSON tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Sébastien MASSON  
Inspecteur

Signature du mandant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à M. Sébastien MASSON, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Sébastien MASSON  
Inspecteur

Signature du délégant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

Saint-Nicolas-de-Port, le 2 septembre 2009

**Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Laurent COLSON, Inspecteur**

Le soussigné Corinne BRANCALEONI, Trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Laurent COLSON, Inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, entendant ainsi transmettre à M. Laurent COLSON tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Laurent COLSON  
Inspecteur

Signature du mandant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à M. Laurent COLSON, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Laurent COLSON  
Inspecteur

Signature du délégant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

Saint-Nicolas-de-Port, le 2 septembre 2009

---

**Trésorerie de Saint-Nicolas-de-Port – En date du 2 septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Monique PETRIQUE, Contrôleur Divisionnaire**

Le soussigné Corinne BRANCALEONI, Trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Monique PETRIQUE, Contrôleur Divisionnaire,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT, entendant ainsi transmettre à Mme Monique PETRIQUE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Monique PETRIQUE  
Contrôleur Divisionnaire

Signature du mandant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme Monique PETRIQUE, Contrôleur Divisionnaire, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Monique PETRIQUE  
Contrôleur Divisionnaire

Signature du délégant  
Corinne BRANCALEONI  
Trésorier Principal

Saint-Nicolas-de-Port, le 2 septembre 2009

---

**Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal**

La soussignée Monique PLASSAT, Comptable du Service des impôts des particuliers

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de le Service des Impôts des Particuliers de TOUL entendant ainsi transmettre à Madame GHERAERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Laurence GHERAERT  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

le cas échéant,

donner délégation à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Laurence GHERAERT  
Contrôleur Principal

Signature du délégant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

Toul, le 1<sup>er</sup> octobre 2009

---

**Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine CAVALLASCA, Inspecteur**

La soussignée Monique PLASSAT, Comptable du Service des impôts des particuliers

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine CAVALLASCA, Inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de le Service des Impôts des Particuliers de TOUL entendant ainsi transmettre à Madame CAVALLASCA tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Martine CAVALLASCA  
Inspecteur

Signature du mandant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

le cas échéant,

donner délégation à Mme Martine CAVALLASCA, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Martine CAVALLASCA  
Inspecteur

Signature du délégant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

Toul, le 1<sup>er</sup> octobre 2009

---

**Service des impôts des particuliers de Toul – En date du 1<sup>er</sup> octobre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal**

La soussignée Monique PLASSAT, Comptable du Service des impôts des particuliers

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Colette AMBERT, Contrôleur Principal, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de le Service des Impôts des Particuliers de TOUL entendant ainsi transmettre à Madame AMBERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Colette AMBERT  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

le cas échéant,

donner délégation à Mme Colette AMBERT, Contrôleur Principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Colette AMBERT  
Contrôleur Principal

Signature du délégant  
Monique PLASSAT  
Inspectrice Départementale

Toul, le 1<sup>er</sup> octobre 2009

---

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### Décision de délégation de signature du 20 novembre 2009

Le directeur général du CHU, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le Décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d' Appel d'Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Article 1<sup>er</sup> : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques ;
- Mademoiselle Rachel RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur Jacques DUBREUILH, Ingénieur en Chef coordonnateur technique par intérim des Services Techniques;

Article 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est-à-dire :

- Monsieur Mickaël DUWOYE : les marchés passés par la Direction des Services Economiques ;
- Monsieur Jacques DUBREUILH : les marchés passés par Coordination technique et les services techniques de sites ;
- Mademoiselle Rachel RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

Au-delà d'un montant inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur.

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2009

Le directeur général,  
Philippe VIGOUROUX

#### Décision de délégation de signature du 20 novembre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1<sup>er</sup> : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Coordination Technique et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Jacques DUDREUILH, Ingénieur Général responsable des Services techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à M. Mickaël DUWOYE Directeur des Services Economiques

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à Mme Laure DELERY, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Louis PEROT, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2009

Le directeur général,  
Philippe VIGOUROUX

#### CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

##### Décision n° DIR/29/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Dominique ANSOULD, directrice des soins

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame Dominique ANSOULD, Directrice des Soins, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Dominique ANSOULD, Directrice des Soins, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 4 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.  
Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La décision n° DIR/15/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Madame Dominique ANSOULD,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

---

**Décision n° DIR/30/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu la délibération n° 2007/20 du Conseil d'Administration en sa séance du 20 décembre 2007 portant recrutement d'un Directeur Adjoint contractuel ;

Vu le contrat de travail à durée indéterminée de Monsieur Bruno BLAISON prenant effet au 1<sup>er</sup> février 2008 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint, ayant une compétence générale sur l'ensemble des fonctions administratives et logistiques du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, à l'effet de signer tous les actes et décisions dans l'ensemble des champs, à l'exclusion des mesures disciplinaires.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : Délégation est également donnée à Monsieur Bruno BLAISON pour présider le C.H.S.C.T., le Comité Technique d'Etablissement et pour participer à toute autre instance en l'absence du Directeur par intérim.

Article 4 : Délégation est donnée à Monsieur Bruno BLAISON pour présider la Commission des Marchés à titre permanent.

Article 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 6 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La décision n° DIR/16/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Monsieur Bruno BLAISON
- Dossier individuel de l'intéressé,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

---

**Décision n° DIR/31/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable de l'E.H.P.A.D. et du standard, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 4 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La décision n° DIR/17/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.



Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Madame Yvette DELICOURT,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

---

**Décision n° DIR/32/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Mademoiselle Valérie DIDIER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée du secrétariat de direction et des affaires générales, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Mademoiselle Valérie DIDIER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 4 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La décision n° DIR/18/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Mademoiselle Valérie DIDIER,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

---

**Décision n° DIR/33/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable à la direction des ressources humaines, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- comptes du Titre I.

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

Article 3 : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 6 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La décision n° DIR/19/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Madame Nelly JACQUOT,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° DIR/34/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Antoinette KOCHER, attachée d'administration hospitalière**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Attachée d'Administration Hospitalière, chargée des services financiers et des affaires générales et responsable du bureau des entrées, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Attachée d'Administration Hospitalière :

● à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- Pour la section d'exploitation :

\* Titre 1 : tous les comptes

\* Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1 ; 602.2 (sauf le 602.282)

\* Titre 3 : tous les comptes.

- Pour le tableau de financement :

\* Comptes 20 et 21.

● à l'effet de signer :

- d'une part, tous les documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses du Centre Hospitalier,

- d'autre part, tous les documents relatifs à la liquidation et à l'émission des titres de recettes du Centre Hospitalier.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Attachée d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 5 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La décision n° DIR/20/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 7 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,

- Madame Antoinette KOCHER,

- Dossier individuel de l'intéressée,

- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° DIR/35/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services économiques, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants.

Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1; 602.2 (sauf le 602.282)

Titre 3 : tous les comptes

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.

Article 3 : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 5 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La décision n° DIR/21/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 7 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,

- Madame Julie KOCHER,

- Dossier individuel de l'intéressée,

- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° DIR/36/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, responsable du service qualité et de la gestion des risques, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 4 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La décision n° DIR/22/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Monsieur Madgide BENBACHIR,
- Dossier individuel de l'intéressé,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° DIR/37/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS, Pharmacien Praticien Hospitalier, Responsable du pôle médico-technique, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- compte 602.1,
- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés.

Article 3 : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 4 : En l'absence de Monsieur Pierre WOURMS, délégation est donnée à Monsieur François BONNEAUX ou Madame Sophie BONN LOUE, Pharmaciens, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants:

- compte 602.1,
- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés et à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade et de la fonction du signataire, de son prénom et de son nom. Les signatures sont annexées à la présente décision.

Article 6 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La décision n° DIR/23/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Monsieur Pierre WOURMS,
- Monsieur François BONNEAUX,
- Madame Sophie BONN LOUE,
- Dossier individuel des intéressés,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

**Décision n° DIR/38/2009 du 19 novembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas XEUXET, ingénieur hospitalier**

Le directeur du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4 ;

Vu les délibérations des Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en date du 25 Juin 2009 et du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 26 juin 2009 ;

Vu la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2009 ;

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Nicolas XEUXET, Ingénieur Hospitalier, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Nicolas XEUXET, Ingénieur Hospitalier, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 4 : Cette décision prendra effet à compter du 19 novembre 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La décision n° DIR/24/2009 du 1<sup>er</sup> septembre 2009 est annulée.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Madame la Trésorière principale de St Nicolas de Port,
- Monsieur Nicolas XEUXET,
- Dossier individuel de l'intéressé,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 novembre 2009

Le directeur,  
Gilles BAROU

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25158 du 19 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bouxières-aux-Dames**

Par arrêté préfectoral n° 25158 en date du 19 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation élect. 37 logements SLH rue Raymond Poincaré, sur la commune de Bouxières-aux-Dames.

